

Économie et développement: Le Burkina Faso réalise un taux de croissance de 5,4% en 2016 page. 9



CAN Gabon 2017

Bonne chance au 11 national

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°273 du mercredi 18 janvier 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Toute l'actualité de vos départements ministériels à la page 8.

VŒUX DE NOUVEL AN

Les acteurs de l'enseignement de Koudougou se confient

Page 2

Discours de son excellence Roch Marc Christian KABORE, à la cérémonie commémorative de l'an I de l'attaque terroriste du 15 janvier 2016

Page 8

Assemblée Nationale : La loi portant création de la Fonction publique territoriale adoptée à l'unanimité P. 7



Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant.
Espace spécialement réservé pour vous.

VŒUX DE NOUVEL AN

Les acteurs de l'enseignement de Koudougou se confient

Région du Centre-Ouest

Les responsables Académiques, Syndicaux et Universitaires de Koudougou font une halte dans ce micro trottoir pour faire les différents bilans de leurs structures respectifs de l'année écoulée et ne manquent surtout pas de souhaiter leurs vœux pour l'année 2017. Lisez plutôt.



YAMEOGO K. Landry Guy Gabriel
Enseignant au département de Lettres
modernes; DR de l'UFR LSH.

U.F.R./L.S.H. Au cours de l'année 2016, l'Unité de Formation et de Recherche en Lettres et Sciences humaines de l'Université de Koudougou (UFR-LSH) a connu des événements heureux (soutenances de thèse, inscriptions

sur les listes de Maître assistant, de Maître de conférences et de Professeur titulaire du CAMES, nominations à des hautes fonctions à l'échelle nationale, etc.) et des événements malheureux (maladies, décès, incendie, etc.). A ceux qui ont obtenu une promotion professionnelle grâce à leur labeur, nous leur adressons nos vives félicitations et nos encouragements à toujours œuvrer pour leur rayonnement propre et pour celui de l'UFR-LSH. Aux familles explorées, nous leur exprimons toute notre compassion et notre solidarité.

L'UFR-LSH (qui regroupe en son sein six parcours) fournit des efforts considérables en vue de résorber les retards dans l'exécution des programmes d'enseignement. Grâce à la bonne

collaboration entre les différents acteurs, le bilan pédagogique n'est pas alarmant mais de gros efforts doivent être fournis pour la normalisation de l'année universitaire. De bonnes initiatives sont régulièrement prises par les chefs de départements en vue du bon déroulement des activités. Les différentes instances de l'UFR-LSH fonctionnent et cela permet une gestion efficace des problèmes.

A l'orée de l'année nouvelle, nous adressons à chaque acteur de l'UFR-LSH (enseignant, ATOS et étudiants) et à sa famille nos vœux de bonne santé, de cohésion forte, de bonheur social et professionnel. Que les défis qui se présentent à nous soient relevés avec fierté et dignité.



Catherine SERE : Secrétaire Général de
l'ISMK.

L'année académique 2015-2016 s'est bien déroulée avec des résultats satisfaisants. Pour cette année académique 2016-2017 qui a débuté en Octobre 2016, nous pensons pouvoir atteindre notre objectif principal qui est de délibérer en fin Juin 2017 avec le soutien de toutes les parties prenantes de l'ISMK notamment le corps professoral, les étudiants, le staff managérial.

Je présente à toutes et à tous mes vœux les meilleurs pour 2017.

Que cette nouvelle année soit synonyme de santé, de bonheur, de succès et que la paix règne dans notre très cher pays le BURKINA FASO.

ISMK, La formation reste le meilleur investissement pour un futur leader !

La suite à la page 4



ANNONCE

Chefs d'entreprises, DAF, Chefs comptables,...

le



Cabinet Pierre ABADIE

et un

Responsable de l'Administration Fiscale

organisent à Ouagadougou le 19 janvier 2017 un petit déjeuner-débat:

Actualité Juridique :

Exposés sur les principales modifications concernant les entreprises.

Nouvelles dispositions fiscales :

Exposés sur les nouvelles dispositions de la loi de finances 2017, mais aussi dispositions pour 2016 (Taxe foncière, ...).

Tous nos ouvrages à jour de la LF 2017 disponibles sur
www.cabinetpierreabadie.com



Frais de participation au petit déjeuner* : 40 000 F HT

Pour inscriptions :

- adressez un email à oumar@pierreabadie.com
- ou adressez un sms à 70 99 75 54 / 78 30 66 99
- ou appeler Oumar YANOGO au (226) 25 33 23 25

* Nombre de places limité





La suite de la page 2.



Diasso Issaka Batchan : Directeur de
L'ENSP Koudougou

En termes de bilan de l'année écoulée, nous rendons grâce à DIEU pour les résultats scolaires enregistrés notamment, les 100% de taux de réussite aux différents examens de passages dans les classes supérieures et pour les 99 % de taux de succès à l'examen nationale de certification dans les filières infirmiers et sage-femme/maïeuticiens d'Etat. L'acquisition d'infrastructures

complémentaires ainsi que l'acquisition d'un important lot de matériel didactique sont autant acquis majeurs.

Sur le plan de la formation continue, les enseignants et même les élèves ont pu bénéficier de nombreuses sessions de formation;

Pour 2017 nos perspectives restent en premier lieu de faire de meilleurs résultats scolaires. Nous travaillons aussi à créer un climat et un environnement favorables de travail dans un contexte particulièrement délicat, où il faut savoir gérer d'importants effectifs d'élèves. Enfin l'une des perspectives particulière, est cette volonté affichée de nous ouvrir à l'extérieur pour un partenariat réciproquement bénéfique entre structures, institutions et partenaires des autres secteurs d'activités.

Pour les vœux, au seuil de la nouvelle année 2017, nos pensées et nos vœux vont en premier lieux

à notre pays pour lequel nous souhaitons que la paix et la sécurité règnent sur l'ensemble du territoire et pour chaque concitoyen, que Dieu inspire davantage de la sagesse et de la justice dans les comportements de chaque acteur majeur de la vie nationale; Nous prions et souhaitons pour chaque burkinabé de mieux se porter sur le triple plan du bien-être physique matériel et moral. Nous souhaitons ardemment que notre jeunesse s'éveille et s'inscrit plus consciencieusement dans les défis du développement de notre pays et de l'Afrique voire du monde entier. A nos collègues nous souhaitons beaucoup de santé et de détermination pour les missions qui sont les nôtres à savoir, former des agents compétents et compétitifs à tout point de vue. Enfin que Dieu pourvoie davantage au bien être de chaque famille.

Prince Omar pour SCI

publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info



ANNONCE



RECRUTEMENT DE CABINET COMPTABLE

OTC recherche un cabinet comptable pour :

1. Etablissement des états financiers 2016 : **Elaborer les états financiers de chaque composante de OTC pour un but exclusivement organisationnel de la coordination.**
2. Assistance comptable mensuel : **il s'agit de** vérifier les opérations comptables tout au long de l'année pour en assurer la fiabilité continue et prodiguer les conseils d'usage.

Qualifications :

- Etre un cabinet agréé ou d'expertise comptable ;
- Avoir une expérience auprès des petites entreprises

Les candidats intéressés peuvent soumettre la présentation du cabinet à l'adresse email suivante : direction@otc.bf ou à OTC Avenue des Tang Soaba, 500 mètres du SIAO, ZAD plus tôt.

www.formationenligne.bf / Tél : 25377350 / **61 07 09 09**

.Les candidats intéressés peuvent soumettre leur curriculumvitae(CV) et lettre de motivation à l'adresse email suivante: EAWA@fhi360.org au plus tard le 31 janvier 2017.



Assemblée Nationale : La loi portant création de la Fonction publique territoriale adoptée à l'unanimité

Région du Centre



Les honorables députés.

La première session extraordinaire de l'année 2017 de l'Assemblée Nationale s'est tenue le vendredi 13 janvier 2017. Au cours de cette session plénière, trois lois proposées par le gouvernement ont été adoptées. Pour expliquer le bien-fondé de ces lois aux députés les ministres concernés étaient face aux élus du peuple. Il s'agit du Ministre de l'Administration territoriale de la décentralisation et de la sécurité intérieure Simon COMPAORE, du Ministre de la fonction publique Clément Pegwendé SAWADOGO et du Ministre des transports.

Le processus de décentralisation amorcé au Burkina Faso est à sa troisième génération. Certains

textes de base qui régissent le fonctionnement de cette décentralisation ne sont plus en phase avec les réalités du moment. De ce fait, la mise en œuvre de la communalisation intégrale fait face à d'énormes défis. Pour mettre fin à ces difficultés et favoriser le bon fonctionnement des collectivités territoriales le ministère de tutelle a soumis deux projets de loi aux députés.

Le premier projet porte sur la création d'une fonction publique territoriale au Burkina Faso. Il comporte trois articles à savoir la création de la fonction publique territoriale, la définition de la fonction publique territoriale et la mise en œuvre de la formule exécutoire. Le deuxième projet de loi porte sur le régime juridique

applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique territoriale au Burkina Faso. Ce projet comporte 210 articles répartis en 9 titres.

Avant de soumettre ces deux projets de loi à la sanction des députés, c'est le Ministre en charge de la décentralisation et de la sécurité intérieure Simon COMPAORE qui a défendu ces projets. Après avoir fait un bref aperçu de la décentralisation au Burkina Faso, Simon COMPAORE a fait comprendre aux députés que l'adoption de ces lois sera d'un apport inestimable pour le bon fonctionnement des différentes collectivités territoriales. A la fin de l'exposé du ministre, place aux votes. Les honorables députés convaincus de l'exposé ont voté à

La suite à la page 7.



POLITIQUE

La suite de la page 6.

l'unanimité les deux projets de loi portant respectivement création et régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique territoriale.

A la suite de Simon COMPAORE, c'est le ministre de la fonction publique Clément Pegwendé qui se présente aux députés tenant à ses mains un projet de loi portant modalités de transfert des ressources humaines entre l'Etat et les collectivités territoriales. Après la présentation de ce projet de loi certains députés ont posé des questions pour comprendre davantage la portée de la loi. Le ministre de la fonction publique a insisté que le présent projet de loi vise à résoudre un problème juridique. Soumis aux votes, c'est à l'unanimité que les députés ont adopté la loi portant transfert des ressources humaines entre l'Etat et les collectivités territoriales.

Le ministre des transports quant à lui a soumis aux députés un projet de loi portant autorisation de ratification de la convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale et du protocole additionnel à la répression de la capture illicite d'aéronefs, adopté à Beijing le 10 septembre 210. Après une brève explication, les députés ont ratifié cette convention.

M'pempé Bernard HIEN pour SC Info



Le ministre de la Fonction Publique.



Le ministre de la sécurité intérieure.



Le ministre des transports.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Discours de Son Excellence Roch Marc Christian KABORE, à la cérémonie commémorative de l'an I de l'attaque terroriste du 15 janvier 2016



Son Excellence Roch Marc Christian KABORE prononçant son discours à la cérémonie de commémoration.

Ouagadougou, le 15 janvier 2017

Distingués
personnalités
Chers parents
des victimes
Population de Ouagadougou

Le souvenir de l'attaque terroriste du 15 janvier 2016 nous rassemble ici, dans le recueillement, sur ces lieux chargés de symboles et d'émotion. C'est pourquoi, en mémoire de toutes les victimes innocentes du terrorisme, Burkinabè et personnes de nationalité étrangère, je vous invite à observer une minute de silence (...). Je vous remercie. Permettez-moi de renouveler l'expression de ma solidarité et de ma compassion ainsi que celle du Gouvernement et du Peuple burkinabè aux familles éplorées, aux blessés et aux personnes enlevées par ces groupes de criminels et de malfaiteurs.

Première attaque terroriste de cette ampleur, en plein cœur de la capitale, cet évènement a été et restera le catalyseur de notre prise de conscience sur la nécessité de prendre toutes les dispositions pour sécuriser notre pays et nos concitoyens, tout en condamnant avec la même indignation et fermeté ces actes ignobles dont les auteurs et commanditaires font honte à notre civilisation. C'est pour montrer à la face du monde qu'aucune concession ne doit être faite au terrorisme et aux terroristes que nous sommes ici rassemblés. Le Peuple du Burkina Faso, les familles et proches des victimes ainsi que les amis du Burkina Faso n'oublieront jamais que des personnes ont été arrachées à notre affection dans des conditions dramatiques qui nous montrent jusqu'où peut aller la bêtise humaine.

Distingués personnes

Mesdames et Messieurs les
représentants
des familles des
victimes et des blessés
Mesdames et Messieurs

Le Peuple burkinabè, plus que déterminé à consolider la démocratie et à réaliser la prospérité pour tous dans la paix, est solidaire de tous les Peuples qui subissent les assauts des terroristes. Une attaque terroriste quelque part dans le monde est une attaque dirigée contre tous les peuples de la planète. C'est fort de cette conviction que nous devons conjuguer nos efforts à l'échelle planétaire pour lutter contre ce fléau.

C'est pourquoi, je n'ai de cesse de rappeler que la lutte contre le terrorisme, le grand banditisme et la criminalité transfrontalière est un combat de tous les jours et de tous les Burkinabè, sans exclusive. J'en appelle à nouveau à une

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

plus grande collaboration entre nos populations et nos Forces de Défense et de Sécurité pour lutter conséquemment contre ces ennemis de la démocratie et du développement et à une plus large coalition internationale contre le terrorisme, le grand banditisme et la criminalité transfrontalière pour un monde plus sûr, plus solidaire et plus prospère. Ce n'est qu'à ce prix que nous viendrons à bout de ces fléaux

qui hypothèquent la paix et le développement de nos États.

C'est le lieu d'exprimer ma gratitude et celle du Gouvernement, aux responsables de toutes les communautés religieuses et coutumières qui ont prié pour le repos des âmes des défunts ainsi que pour la paix au Burkina Faso. J'invite donc tous mes compatriotes à œuvrer pour la paix, pour la

sécurité, la cohésion sociale et la prospérité de notre cher pays, le Burkina Faso.

Que l'âme des défunts repose en paix et que Dieu bénisse le Burkina Faso !

Je vous remercie.

Economie et Développement : Le Burkina Faso réalise un taux de croissance de 5,4% en 2016

Région du Centre

La ministre de l'économie, des finances et du développement, entourée de ses proches collaborateurs, a tenu une conférence de presse, le 12 janvier 2017, pour dresser le bilan de son département pour l'exercice 2016. Malgré le contexte difficile, le Burkina table sur un taux de croissance économique de 5,4% contre 4% en 2015.

L'ouverture et la transparence, au nom du devoir de redevabilité, c'est l'engagement que madame Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI avait pris lors de sa prise de fonction au ministère de l'économie, des finances et du développement, en janvier 2016. Un credo qui justifie selon le ministre, une ouverture permanente aux médias pour rendre compte de l'actualité de son département. Au menu de ce premier point de

presse, le bilan de l'année écoulée. Et le moins que l'on puisse dire c'est que malgré le contexte économique et social difficile tout au long de l'année 2016, le ministère en charge de l'économie et du développement a engrangé des résultats probants. Des acquis majeurs qui vont du pilotage de l'économie et du développement aux finances publiques en passant par la coopération, la coordination et le suivi des politiques de développement économique et social ainsi que l'évaluation des projets et programmes de développement.

L'élaboration du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES), un succès à mettre à l'actif du Ministère de l'économie, des finances et du développement

Concernant le pilotage de l'économie et de gestion du développement, le principal

résultat concerne l'élaboration et l'adoption du nouveau référentiel de développement, le Plan national de développement économique et social (PNDES). Le succès de la conférence des partenaires du Burkina Faso pour le financement du PNDES organisée à Paris les 07 et 08 décembre a permis d'enregistrer des intentions de financement publics et privés de plus de 18 000 milliards FCFA afin de couvrir le besoin de financement estimé à 5 570,2 milliards FCFA. Par ailleurs, deux (02) cadrages macroéconomiques ont été réalisés au cours de l'année 2016 et ont permis de disposer d'une situation de l'économie sur la période 2016-2019. Ainsi, le taux de croissance attendu en 2016 est de 5,4% contre 4,0% en 2015. Cette « accélération » de la croissance en 2016 est le signe de la reprise progressive de la confiance du monde des affaires et des partenaires techniques et financiers après les dures épreuves

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.



Rosine COULIBALY/SORY entourée de ses plus proches collaborateurs.

traversées par le pays notamment le coup d'Etat de septembre 2015 et les attaques terroristes de janvier 2016. Elle a par ailleurs indiqué que 2016 a permis de mettre en place les fondements du PNDES et que 2017 sera l'année de l'action. Après le succès de la conférence des partenaires à Paris, explique-t-elle, la mobilisation des ressources se poursuit au sein de son département. Déjà, ce sont huit conventions de financement qui ont été signées pour un montant total de plus de 180 milliards de francs CFA.

Un nouveau dispositif d'encaissement des chèques a été mis en place à travers l'ouverture de 521 comptes bancaires dans treize (13) banques au profit des receveurs des administrations financières. Ce qui a permis une réduction du stock et du flux des chèques impayés. En effet, au 31 décembre 2015, le stock se situait à 37,76 milliards FCFA contre 36,85 milliards FCFA au 31 décembre 2016, soit une réduction de 231 millions FCFA en valeur absolue et de 0,66% en valeur relative. Le flux moyen de chèques impayés,

qui était en 2015 de 01 milliard FCFA, est passé à environ 27,83 millions FCFA au 30 septembre 2016.

Au titre de l'élaboration des lois de finances annuelles initiales et rectificatives, leur exécution et l'élaboration des lois de règlement y relatives, mon département a engrangé des résultats significatifs en 2016. le MINEFID a assuré en 2016:

- l'élaboration du budget de l'Etat, exercice 2017 sous format budget programme;
- l'élaboration du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) ou actuel Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) global ;
- l'élaboration de deux lois de finances rectificatives ;
- l'élaboration de loi de règlement pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2015 ;
- la production des rapports sur l'exécution du budget et de la gestion de la trésorerie de l'Etat, gestion 2016 ;

- l'adaptation du système d'information à la Loi organique portant Loi des Finances (LOLF) 2015-073/CNT du 06/11/2015 relative aux lois de finances (loi qui transpose dans le dispositif national les directives du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA) ;
- le paiement à bonne date sur toute l'année des salaires du personnel de l'Etat ;
- la poursuite de la réforme du système de gestion salariale de l'Etat à travers une responsabilisation accrue des gestionnaires des ressources humaines (GRH) dans le traitement des salaires ;
- la prise en compte des statuts des greffiers et des magistrats et reversement des agents publics de l'Etat dans la loi 081 dans le cadre de l'apaisement du front social ;
- la réforme de la situation salariale des appelés SND ;

Pour assurer une gestion saine des deniers publics, garantir la trésorerie au titre du budget de l'Etat, des collectivités territoriales ainsi que des établissements publics de l'Etat et veiller à la viabilité du système

La suite à la page 11.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

financier nationale nos actions en 2016 se sont focalisées sur :

- une maîtrise du flux des chèques impayés;
- le paiement à bonne date des dépenses régulièrement ordonnancées;
- l'adoption des textes relatifs à la réforme budgétaire et comptable dans le cadre de l'entrée en vigueur du budget programme de l'État ;
- Pour assurer la transparence et la célérité dans la commande publique le ministère a engagé des réformes majeurs dans ce domaine qui se sont traduit par :
 - l'adoption du décret portant réglementation Générale de la Commande Publique ;
 - l'adoption de la loi 020-2016/AN du 22 juillet 2016 portant allègement des conditions d'exécution des projets, programmes et activités de développement ;
 - l'adoption du décret portant régime juridique des ordonnateurs de l'Etat et des autres organismes publics ;
 - l'élaboration de la mercuriale des prix des BTP, des fournitures et des services courants 2016;
 - l'adoption du décret portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;
 - l'élaboration du Plan Global de Passation des Marchés (PGPM) 2017 des Ministères et Institutions ;
 - l'élaboration du Plan Global de Déblocage des Fonds (PGDF) 2017 des Ministères et Institutions ;
 - l'élaboration d'un Référentiel du contrôle à postériori du Contrôleur Financier ;

1230 milliards de recettes propres

Dans le domaine des finances publiques, les ressources budgétaires ont connu un accroissement. Ainsi, ce sont 1230,40 milliards FCFA qui ont

été recouverts au titre des recettes propres pour une prévision annuelle de 1 286,83 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 95,62%. Ce taux a connu une progression de 16% par rapport à 2015. De façon détaillée, les trois régies de recettes affichent les résultats suivants :

Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTC) : 148,81 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 151,86 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 97,99% ;

Direction générale des douanes (DGD) : 488 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 512,03 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 95,25% ;

Direction générale des impôts : 593,6 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 622,94 de francs CFA, soit un taux de réalisation de 95,09%. De manière générale, au 31 décembre 2016, le niveau de mobilisation global provisoire des recettes se chiffre à 1 704,78 milliards de francs CFA pour une prévision de 1945,21 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 87,64%.

Ces performances sont dues, entre autres, à la mise en service le 16 février 2016 du Système de Liaison Virtuelle pour les opérations d'Importation et d'Exportation (SYLVIE), à l'élargissement de l'assiette fiscale, au suivi rapproché des contribuables, à l'augmentation des taux des droits exigibles sur certains produits de luxe ainsi que l'institution d'un droit de mutation forfaitaire à payer en matière de mutation physiques. L'adoption de la loi portant contribution foncière sur les propriétés bâties et non bâties,

n'a pas encore produit les résultats attendus.

Pour une meilleure optimisation du circuit de la recette en vue d'atteindre les objectifs de recouvrement contenus dans le PNDES, le ministère a procédé en 2016 à :

- l'ouverture d'une 2ème Direction des moyennes entreprises à Ouagadougou pour une meilleure prise en charge de ce segment d'entreprises ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude et le faux avec l'opérationnalisation de la Direction des enquêtes et de la recherche fiscales, ce qui s'est traduit par des poursuites pénales contre des faussaires.

L'exécution des dépenses

Les dépenses de personnel ont enregistré un taux d'exécution de 104,31%, 102,10% pour la dette publique, 91,29% pour les dépenses de fonctionnement. Les dépenses de transferts courants, elles, ont connu un taux d'exécution de 93,06% contre 88,03% pour les dépenses d'investissements et 93,18% pour les transferts en capital. Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi 081, ce sont 116 159 agents qui ont bénéficié d'un reversement avec une incidence financière totale de plus de 27 milliards de francs CFA. Dans le domaine de la formulation des politiques de développement, leur traduction en plans et programmes, la coordination et le suivi des politiques de développement économique et social ainsi que l'évaluation des projets et programmes de développement, les acquis majeurs de l'année 2016 sont :

- la prospective et la planification sectorielle, du suivi des investissements publics, la population et le développement

La suite à la page 12.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11.

ainsi que l'évaluation des politiques et le suivi des engagements internationaux ;

- le renforcement de la veille économique à l'effet d'orienter la prise de décision ;
- la production des notes mensuelles de conjoncture soumis aux différentes sessions ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des outils de prévisions a été poursuivi ;
- la tenue de six (06) sessions de la Commission nationale de planification du développement qui ont examiné, validé et délivré des autorisations d'introduction en Conseil de Ministres des politiques et stratégies dont le PNDES, le schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire et la stratégie globale de lutte contre la fraude ;
- l'appui technique apporté aux ministères pour l'élaboration de leurs politiques sectorielles ;
- la tenue d'une conférence publique sur l'économie et le développement sur le thème : « Energie et transformation structurelle de l'économie nationale : enjeux, défis et perspectives » ;
- l'élaboration du profil du dividende démographique du Burkina Faso ;
- la tenue des septièmes assises de l'Assemblée Générale des Projets et Programmes de Développement les 27 et 28 juin 2016 sous le thème : « La rationalisation comme solution d'efficacité dans la gestion des projets et programmes de développement » ;
- et l'Organisation des revues dont une conjointe BAD - Banque Mondiale - FIDA le 29 mars 2016 et des Revues de portefeuille des projets de la BAD, la BID, la BOAD et la Coopération Suisse ;
- l'organisation de missions de supervision de près d'une vingtaine de projets ;

- l'élaboration du Programme Triennal d'Investissement Public triennal Glissant (PTIP-G) ;
- la tenue d'ateliers d'intégration des résultats de priorisation des cibles ODD dans le PNDES.

Pour ce qui est de l'aménagement du territoire, il est à noter la validation du projet de Schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire (SNADDT) par tous les acteurs nationaux en septembre. Son adoption est intervenue en Conseil des Ministres le 5 janvier dernier. Par ailleurs, la phase pilote du Programme National d'Appui au Développement des Economies Locales (PADEL) a été lancé officiellement à Dori le 18 novembre 2016 par le Président du Faso. L'objectif global du PADEL est de contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques des populations à la base. D'un coût global estimé à plus de 338 milliards FCFA sur la période 2016-2020, le projet ciblera, dans chaque région, les populations vulnérables et les jeunes.

Au titre de la gestion des relations de coopération économique, technique et financière avec les partenaires techniques et financiers et les Organisations Non Gouvernementales, le ministère de l'économie, des finances et du développement a, à son actif pour 2016 :

- la signature de quarante-deux (42) conventions de financement d'un montant global de 655 853 305 504,33 milliards de F CFA, soit 24 Conventions de financement des partenaires bilatéraux d'un montant total de 169 406 376 718,33 milliards de F CFA et dix-huit (18) conventions des multilatéraux qui s'élèvent à 486

- 446 928 786 milliards de F CFA ;
- l'élaboration et diffusion du rapport sur la coopération au développement 2015 (RCD 2015), document important qui retrace les flux d'aide reçus par le Burkina au cours d'une année ;
- l'élaboration de la Politique Nationale de la Coopération au Développement (PNCD), document important qui fixe la vision du Burkina en matière de gestion de l'aide ;
- l'élaboration du programme de projet PPP 2016 adopté en Conseil des Ministres du 29 septembre 2016, document qui contient l'ensemble des projets de développement qui seront exécutés en PPP ;
- l'organisation et tenue de deux (02) revues de facilité de Crédit (FEC) avec le FMI ;
- la formulation et la conclusion du processus d'adhésion du Burkina à l'Initiative d'Addis pour la fiscalité (ATI).

Le ministère a également piloté de nombreuses réformes dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance du patrimoine de l'Etat et surtout dans le domaine de la lutte contre la corruption. Mme le Ministre a félicité l'ensemble du personnel pour ces acquis et les a encouragé à poursuivre la nécessaire optimisation du circuit de la recette pour mieux répondre aux objectifs de recouvrement fixés par le PNDES. Elle a en outre, appelé l'ensemble des acteurs à s'investir davantage en 2017 pour la réalisation des projets structurants inscrits dans le PNDES. Toute chose qui selon elle, permettra de consolider les acquis et poursuivre la transformation structurelle de l'économie burkinabè pour le bien-être des populations.



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantième du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT

Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra :

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants :

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de :

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAÏ DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@fri.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR ci-dessus

CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire





Avis de recrutement

**POSTE : COORDINATEUR/
TRICE DE PAYS - Burkina Faso**

Description

MISSION

Dans un contexte d'une forte morbi-mortalité materno-infantile, de graves problèmes structurels de vulnérabilité récurrents concernant les crises alimentaires, la personne engagée devra parvenir à améliorer la pertinence et la qualité de la stratégie mise en place par l'organisation dans le pays.

**ZONE GÉOGRAPHIQUE
D'INTERVENTION**

Basé à Ouagadougou le coordinateur ou la coordinatrice devra se déplacer fréquemment dans les zones du déroulement de l'intervention.

ORGANIGRAMME

Le poste s'intègre au sein du département des Programmes Internationaux sous la supervision directe du responsable de l'Unité d'Afrique en étroite collaboration avec la technicienne de projets du Burkina Faso.

FONCTIONS

Représentation, communication et positionnement

Représenter MdM et maintenir le contact auprès des autorités du pays, des autres ONG, agences et organisations internationales et nationales, bailleurs ainsi que des autorités civiles et militaires.

Négocier les accords et les conventions de collaboration entre les autorités et MdM.

Communication externe avec la presse et autres médias et partenaires nationaux et internationaux.

Analyser la situation politique et humanitaire en étroite collaboration avec l'association afin d'améliorer

l'orientation des projets.

Défendre les principes d'actuation de MdM et faire connaître l'organisation.

Exécuter et piloter les activités d'incidence politique dans le pays en constante collaboration avec les référents associatifs et opératifs.

Participer aux plateformes et réseaux existants dans le pays qui encouragent la mission sociale de MdM.

Organiser à la demande de l'organisation des rencontres ou événements au caractère national, des visites de terrain, etc.

Alimenter à l'aide de documents et informations les débats stratégiques de l'association concernant la coopération internationale.

Alimenter à l'aide de documents et informations l'association pour la prise de décision concernant les positionnements politiques de l'organisation dans le pays.

Collaborer activement avec le secteur associatif (direction politique, groupes de travail, volontaires) et son référent opératif à la définition d'une stratégie globale de pays.

Définition et planification de l'actuation de MdM au Burkina Faso

Définir les lignes d'intervention de MdM au Burkina Faso dans le cadre du plan stratégique de

Identifier les problèmes de vulnérabilité du droit à la santé dans le pays et élaborer des stratégies d'incidence politique.

Organiser la collecte de témoignages nécessaires à l'incidence politique et à d'éventuelles activités de dénonciation.

Elaborer la stratégie de pays suivant la vision de l'organisation et ses thématiques transversales.

Proposer et gérer les missions exploratoires suivant les besoins identifiés et dans le cadre de la capacité des ressources de l'organisation.

Elaborer et présenter des propositions pour de nouveaux projets en définissant les stratégies, les objectifs, les caractéristiques, etc, tout garantissant la vision stratégique et les principes de MdM.

Identifier les réseaux dans le pays qui favorisent le travail de l'organisation.

Gestion de projets

Le coordinateur/la coordinatrice a la responsabilité ultime concernant l'obtention des objectifs et des résultats de tous les projets de MdM dans le pays.

Coordonner tous les centres opératifs de l'organisation présents dans le pays.

Elaborer la planification annuelle des projets conjointement avec les coordinateurs de projets suivant la planification annuelle opérative de l'organisation.

Apporter un appui aux coordinations de projets dans les processus de la gestion du projet.

Superviser et évaluer la progression des projets en visitant régulièrement le terrain et en établissant les stratégies de réorientation si nécessaire.

Rechercher des bailleurs sur le terrain et établir les contacts auprès des entités de financement présentes dans le pays.

Planifier conjointement avec les coordinateurs de projets les besoins en ressources humaines et le matériel nécessaire pour la correcte

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page

mise en place des activités.

Superviser tous les rapports de suivi interne (trimestriels) qui seront envoyés aux sièges correspondants ainsi que les rapports justificatifs (de suivi et finaux) pour les organismes financiers.

Accompagner la réalisation des audits et/ou évaluations des projets avec les coordinateurs de projets.

Gestion des ressources humaines

Gérer, superviser et diriger les équipes de terrain à l'aide du coordinateur de projets:

- Définir l'organigramme de la mission.
- Élaborer et mettre à jour les profils et les descriptions de poste.
- Réaliser les briefings/debriefings des personnes qui intègrent l'équipe MdM.
- Réaliser les évaluations intermédiaires et finales des coordinations de projets.
- Estimer les besoins en formation de l'équipe (expatriée et personnel national) et proposer des formations au département des ressources humaines (au travers de l'unité).
- Garantir que les standards de vie des équipes soient alignés sur les principes et les politiques de MdM.
- Favoriser la communication et la participation active des expatriés, du personnel national et la population dans le développement des projets ainsi que dans les valeurs et la philosophie de MdM.
- Gérer les possibles conflits du monde du travail et entre les membres des équipes.

Superviser la politique de gestion du personnel national en coordination avec le département des ressources

humaines et atteindre l'intégration et l'implication maximale du personnel dans l'équipe de travail de MdM.

Promouvoir la communication et la participation active de tout le personnel dans le déroulement des projets ainsi que dans les valeurs et la philosophie de MdM.

Promouvoir et implémenter le programme de bénévolat de MdM sur le terrain.

Finances/administration/ logistique

Superviser la standardisation des procédés de finances, administration et logistique dans le pays (avec l'administrateur de pays).

Élaborer et mettre à jour, avec les coordinations et les administrations de projets et l'administration de pays, la planification du budget prévisionnel et annuel des projets.

Contacteur et négocier avec les possibles bailleurs de fonds internationaux accessibles sur le terrain.

Sécurité

Garantir l'actualisation du plan de sécurité du pays suivant la politique générale de sécurité de l'organisation.

Superviser l'observation des normes internes de l'organisation en ce qui concerne les règles de sécurité.

Monitorer l'application des critères de sécurité du pays et le suivi des niveaux d'alerte de tout le personnel.

Gestion des urgences

Réaliser un suivi actif et permanent des éventuelles urgences dans le pays en participant aux groupes de suivi national.

Mettre à jour périodiquement avec les coordinations de projets des plans de contingence.

Examiner conjointement avec l'Unité d'Action Humanitaire et le responsable du service les situations d'urgences qui pourraient surgir et proposer, en harmonie avec les coordinateurs de projets, les possibles interventions ou appuis au Ministère de la Santé.

Apporter un appui à l'Unité d'Action Humanitaire dans la coordination de la réponse stratégique aux urgences.

Town/City Ouagadougou

Experience / Qualifications

FORMATION REQUISE

Licence ou Maîtrise avec formation spécifique en Sciences de la Santé et Coopération Internationale

Hautement souhaitable : connaissances en Genre et Droits Humains, en Santé Publique, Santé Internationale, Sciences sociales concernant le domaine sanitaire (anthropologie médicale, sociologie médicale, économie médicale).

CONDITIONS REQUISES

Langues: haut niveau de français parlé et écrit. Bon niveau d'espagnol parlé et écrit.

Informatique: maîtrise des applications MS-Office.

EXPERIENCE

Obligatoire expérience de terrain en coopération internationale au développement et/ou action humanitaire, dans des organisations sanitaires de préférence.

Expérience professionnelle préalable de 2 ans minimum dans des postes similaires de responsabilité en gestion de projets de coopération sanitaire des contextes similaires, en particulier en Afrique et dans des contextes de crises humanitaires et contextes critiques de sécurité.

La suite à la page 16.



La suite de la page 15.

PROFIL DE COMPÉTENCES

Connaissances dans la maîtrise de la perspective de genre, droits humains et interculturalité

Capacités de communication, négociation, empathie, diplomatie et protocole

Capacités de gestion des ressources humaines

Capacités d'organisation et de travail en équipe

Rigueur et autonomie dans le travail

Dynamisme et flexibilité

Maîtrises des protocoles de sécurité sur le terrain et évaluation de la situation politique

Souhaitable expérience dans des situations d'urgences

RÉTRIBUTION

Grille salariale de MdM. Coordination de pays

Positions **Coordination, Project Management**

Areas of activity **Health**

Country **Africa, Burkina Faso**

Contracts **Fixed-term position**

On-line application link <http://trabaja.medicosdelmundo.org/empleos/oferta/268495/COORDINADOR-A-PAIS--Burkina-Faso.html>

Advertisement expiration date 28/02/2017

 **Avis de recrutement**

POSTE : Offre de stage - Bureau Réduction des Risques de Catastrophes et Changement Climatique

Description

Le Bureau « Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) » fait partie de la Direction des Relations et des Opérations Internationales (DROI), au sein du pôle technique de la Croix-Rouge française.

Le/la stagiaire apportera son appui aux tâches et dossiers gérés par le bureau (cf ci-dessous) ayant pour objectif d'améliorer les processus de suivi de projet et la veille/plaidoyer autour de la thématique. Il se verra également confier un travail spécifique de recherche au cours du stage autour de la question de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes en milieu urbain.

Tâches administratives générales : archivage des dossiers, préparation de divers courriers, peut être amené à préparer les départs en mission du siège et d'éventuels intervenants extérieurs sur le terrain (rédaction des ordres de mission internationale

billetterie et officielle, rédaction et suivi des demandes d'avance et d'achats, traitement des formalités pour les demandes de visa).

Crée ou tient à jour divers documents (tableaux, calendrier et fiches) de programmation, suivi et historique des projets menés et refusés sur les différentes zones d'intervention.

Participe à l'élaboration d'outils de suivi des projets : tableaux de synthèse, fiches activités, fiches programmes, fiches monitoring, fiches sur les bonnes pratiques et leçons apprises, etc.

Participe à la relecture des propositions de projet et des rapports narratifs et financiers intermédiaires et finaux.

Apporte son appui sur la veille, l'analyse et la rédaction de notes stratégiques autour de la thématique de la Réduction des Risques de Catastrophes (à définir selon les besoins et les compétences spécifiques du stagiaire).

Participe à la création, compilation, recherche, veille d'outils d'information, et de sensibilisation

sur les risques naturels.

Ville **14^{ème} arrondissement PARIS**

Expériences / Formation du candidat

Formation **Bac+4/+5, en gestion des risques naturels ou géographie.**

Maîtrise des logiciels courants de bureautique indispensable (Word, Excel, Outlook).

Maitrise des logiciels de monitoring (ODK)

Maitrise des logiciels informatiques (SIG, Autocad, etc.)

Bon niveau d'anglais.

Connaissance du Mouvement **CRCR**

Langues parlées

Français, anglais

Qualité du candidat

Intérêt et motivation pour l'associatif et l'humanitaire à l'international.

Esprit d'initiative et dynamisme

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

Très bon sens de l'organisation	Durée du contrat	CV + lettre de motivation
Capacité rédactionnelle en français et en anglais.	6 mois	Convention de stage obligatoire
Fonctions Gestion de projet, Etudes, Recherche, Organisation, Technicien spécialiste	Coordination, Administration, Administration, Technicien spécialiste	Nom de la personne contact Jennifer PAUC
Activités Environnement, Autre	Agriculture, Agriculture, Environnement, Autre	Email de la personne contact jennifer.pauc@croix-rouge.fr
Pays	Europe, France	Date de fin de validité 22/01/2017
Contrat	Stage	
	50% du titre de transport île de France	
	Documents à envoyer	
	Indemnités mensuelles de stage selon convention	
	Indemnités pour les repas à la cantine	
	Salaire / Indemnité	

Avis de recrutement

POSTE : Délégué support (log/admin) - Berberati - RCA - H/F

Description

Contexte du poste

La Croix Rouge française en RCA met en œuvre plusieurs projets sur 3 bases différentes :

Bangui :

1 projet sur les problématiques de la prise en charge du VIH et de la tuberculose

1 projet d'information sur le VIH et de soutien nutritionnel via l'UNIV

1 projet de soutien au MSP en soins de santé primaire sur 5 centres de santé et l'hôpital communautaire.

Bambari :

1 projet santé communautaire, financé par Europe-aid.

Berberati :

1 projet santé communautaire financé par Europe-aid

1 projet PTPE financé par le fond mondial.

1 projet nutrition, sécurité alimentaire et PSP financé par l'AFD.

Contexte de la région d'intervention :

Depuis avril 2014, la Croix-Rouge française (CRF) est présente à Berberati et intervient sur différents programmes en cours :

Santé - soins de santé primaire, paquet minimum d'activités et PSSBC

Mise à jour et diffusion du PSSBC (premiers secours et santé à base communautaire - outil Croix-Rouge)

Auprès des volontaires de la sous-préfecture, organisation des sensibilisations de la population par les

Volontaires sur les thématiques du PSSBC (VIH, paludisme, bonnes pratiques d'hygiène individuelle et familiale, etc.)

Appuis à 9 structures de santé dans la sous-préfecture de Berberati (réhabilitation, dotation en structures

d'assainissement, équipement médical, intrants médicaux, formations techniques au personnel de santé et

formation en gestion aux COGES).

Nutrition - sécurité alimentaire

Prise en charge de la malnutrition aigüe sévère et modérée dans la sous-préfecture de Berberati avec

l'appui de centres de santé. Appui à 8

groupements agricoles pour la relance agricole.

Le Poste

Sous l'autorité du chef de sous-délégation, le délégué support est chargé de :

La bonne gestion financière, comptable et budgétaire de la base ainsi que de la gestion des ressources humaines et des dossiers administratifs et juridiques.

Assurer la disponibilité des moyens techniques nécessaires à la réalisation des projets.

Procéder aux opérations d'achat et de répartition des moyens en conformité avec les procédures CRF en vigueur.

Gérer les stocks et approvisionnements.

Apporter un appui global à la coordination des programmes de la sous-délégation.

Lien hiérarchique

Travaille sous la responsabilité directe du chef de sous-délégation. Il est le supérieur hiérarchique direct du logisticien base et de l'administrateur base.

Liens fonctionnels

Collabore en interne avec :

Les équipes projet travaillant à

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

Berberati. la délégation de Bangui.

le desk Afrique centrale, et tous les autres services du siège (CDG et service logistique etc..).

Collabore en externe avec les partenaires actifs sur l'appui à mise en oeuvre des programmes (UNICEF, PAM...) et autres partenaires présents sur la zone (MSF-CH, PU-AMI, plan international, IEDA relief,...).

Responsabilités du poste

Le délégué support a pour responsabilité d'assurer le support financier et logistique des projets mis en place dans la zone ainsi que le support au bon fonctionnement du bureau et de la base vie dans le respect des procédures CRF et bailleurs.

Ville Berberati

Expériences / Formation du candidat

Le profil du candidat

Formation

Gestion financière / comptabilité / ressources humaines ou formation en logistique.

Eventuellement Gestion de projet

Expériences professionnelles

Expérience dans un poste similaire.

Expérience humanitaire à l'international appréciée

Connaissances & aptitudes
Connaissances procédures bailleurs institutionnels (AFD, EuropeAid...)

Langues

Maîtrise du français indispensable à l'écrit comme à l'oral.

Informatique:

Maîtrise du pack office indispensable.
Maîtrise de SAGA appréciée.

Qualité du candidat

Sens des responsabilités.

Capacité d'analyse, organisation et méthode.

Grande capacité de travail.

Bonne gestion du stress.

Résistance aux pressions.

Grande capacité d'écoute, empathie.

Capacités d'adaptation, gestion des priorités et pragmatisme.

Diplomatie et sens de la négociation.

Bonne communication.

Honnêteté, flexibilité et rigueur.

Très bonnes facilités de travail en équipe.

Bonne connaissance ou expérience du mouvement Croix-Rouge (fonctionnement, mandats etc...)

Résumé :

Lieu de la mission: Berberati

Durée de la mission: 04 mois

A pourvoir: janvier 2017

Date limite de dépôt de candidatures : 31/01/2017

Statut : expatrié

La Croix-Rouge française se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce et de dépôt des candidatures. Merci de votre compréhension.

Pré-requis :

Passeport d'une validité supérieure à 6 mois au moment du départ prévu ;

Carnet de vaccinations à jour / aptitude à voyager.

Pour mieux connaître le mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge, nous vous invitons à suivre deux formations en ligne, gratuites et accessibles à tous.

La réalisation de ces formations constitue un plus dans votre candidature :

W.O.R.C. (World of Red Cross and Red Crescent) : cette formation en ligne est consacrée aux principes fondamentaux et au fonctionnement du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge. A travers 12 modules elle aborde des sujets tels que l'origine et l'histoire du mouvement, ses principes fondamentaux, l'emblème,

la Fédération internationale, le CICR et les sociétés nationales. Elle est destinée à tous : volontaires, salariés, adhérents ou aux personnes désirant en savoir plus sur le plus grand mouvement humanitaire au monde.

Stay Safe, quant à elle, est destinée à tous les personnels amenés à effectuer des missions internationales au nom de la Fédération ou d'une société nationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le cours a pour objectif de développer une culture commune de la gestion de la sécurité au sein du Mouvement. Elle permet ainsi une meilleure compréhension des principales menaces et risques que courent les acteurs humanitaires sur le terrain et propose des solutions pour en limiter l'impact.

Vous trouverez ces cours sur la Plateforme d'apprentissage e-learning ouverte à tous de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en cliquant sur le lien suivant : <https://ifrc.csod.com/client/ifrc/default.aspx>

Fonctions Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Economie, Finance, Administration, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat CDD

Durée du contrat

04 mois

Salaire / Indemnité

Selon la convention collective

Documents à envoyer

Postuler sur le site de la CRF:

http://emploi.national.croix-rouge.fr/fe/tp1_croixrouge02asp?newms=jj&id=72349&newlang=2

Postuler en ligne http://emploi.national.croix-rouge.fr/fe/tp1_croixrouge02asp?newms=jj&id=72349&newlang=2

Date de fin de validité 31/01/2017



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

24 12 2016 AU 31 12 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	MARTIN	22625508459
AMARO	22625343328	METEBA	22625335333
AR RAHMA	22625350986	NAYYIRA	22625481841
AUGUSTINE	22625376100	NEIMA	22625355682
BARK WENDE	22625408590	NEMADIS	22625373041
CITE AN	22625331966	PROGRES	22625430162
BOULMIOUGOU	22625431268	PROVIDENCE	22625318648
DAPOYA	22625313201	ROOD WOOKO	22625308890
DELWINDE	22625367280	SCHIFFEY	22625402742
FLAYIRI	22625407344	SIGRI	22625412148
FASO	22625381929	SUD	22625384282
HAMDALAYE	22625343694	TALBA	22625362225
HEERA	22625316610	TANKO	22625351557
JABNEEL	22625447870	UNIVERS	22625419965
JOURDAIN	22625360686	WATI	22625260053
KARPALA	22651292503	YOBI	22625311630
KOULOUBA	22625311918		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembéle
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
-Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Po0da
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjoman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf

André Combar / 120 / 020117